

3 septembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur de l'Education nationale, à Trappes (Yvelines) le 3 septembre 2012.

Mesdames,

Messieurs,

Je tiens à remercier toute l'équipe du Collège Gagarine de m'avoir accueilli ce matin. Je salue les élus de la Ville, son Maire, Guy MALANDAIN et les parlementaires, toutes les équipes qui se sont mobilisées pour la réussite de cette pré-rentrée.

Si je suis là, aujourd'hui, dans ce collège, c'est à la fois pour saluer les efforts qui sont engagés depuis plusieurs années et en même temps, pour m'adresser à tous les personnels de l'Education nationale.

Chaque rentrée scolaire constitue pour les ministres et pour l'ensemble des effectifs concernés un véritable défi : il s'agit d'accueillir plus de 12 millions d'élèves avec près d'un million de personnels, Aujourd'hui, ça l'est davantage encore compte-tenu des suppressions de postes qui sont intervenues ces cinq dernières années (80.000 sur la période, dont 13.000 encore pour cette rentrée) et compte-tenu aussi, de la diversité des élèves qui sont accueillis dans un grand nombre d'établissements.

Ce défi sera relevé grâce à l'action des ministres que je salue, mais grâce surtout à la mobilisation des enseignants comme non-enseignants. Je veux donc leur rendre hommage et leur donner des raisons d'espérer dans l'accomplissement de leur métier.

J'ai fait de la jeunesse, et donc de l'école, la grande priorité de mon mandat.

Car, j'estime que la refondation de l'école est l'une des conditions du redressement de notre pays, de son redressement productif, de son redressement moral. C'est donc un investissement pour assurer la cohésion sociale -- c'est la mission de l'école -- la lutte contre le chômage - il y a urgence - mais c'est aussi une des conditions pour favoriser l'excellence et donc la compétitivité. Former la jeunesse aux emplois de demain, ces emplois que demandent les entreprises, former chaque jeune à être citoyen, transmettre du savoir mais aussi des comportements, voilà l'enjeu de l'école. C'est un enjeu pour toute la République.

Je sais que la période qui vient de s'achever a été éprouvante pour les enseignants, en particulier pour les plus jeunes. L'entrée dans le métier a été rendue plus difficile, la formation a reculé quand elle n'a pas disparu, la violence s'est, hélas, dans certains lieux intensifiée et l'Education nationale a fait trop souvent l'objet d'attaques, pas simplement budgétaires, idéologiques aussi. Il a été tant demandé à l'école et il a été si peu rendu à l'Education nationale.

Face à cette situation, le Gouvernement a pris des mesures d'urgences. Dès le mois de juin, j'ai considéré qu'il était encore possible de changer les choses, ce fut donc fait. Des recrutements complémentaires ont eu lieu : (1000 dans le primaire, un peu moins de 300 dans le secondaire), création de nouveaux postes d'assistants de prévention et de sécurité, de 2000 postes d'assistants d'éducation, de 1500 emplois d'auxiliaires de vie pour l'accueil et l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Voilà ce que nous pouvions faire dans un temps court pour assurer cette rentrée dans des conditions honorables pour tous. Des aménagements et des décharges de service ont été également prévus pour les enseignants stagiaires de façon à ce qu'une première formation puisse leur être dispensée alors que rien n'était prévu.

Mais répondre à une urgence ne fait pas une politique.

L'avenir, c'est la refondation de l'école. Mon ambition, et c'est la vôtre, c'est de créer les

L'avenir, c'est la refondation de l'école. Mon ambition, et c'est la votre, c'est de créer les conditions de la réussite éducative pour chacun. C'est d'élever le niveau de qualification des jeunes. C'est de sortir parfois de la torpeur ou de la peur des élèves pour leur donner ce qu'il y a de plus beau, l'espoir d'un destin. C'est de transmettre des savoirs et des disciplines pour former des citoyens. L'école doit donc changer, changer à travers ses rythmes, à travers les formations, à travers l'orientation, à travers les moyens, à travers les structures. Tout le monde doit y être associé.

C'est pourquoi, j'ai voulu avec le Premier ministre qu'une concertation puisse être engagée. Elle mobilise près d'un millier de personnes et 22 ministères parce que l'éducation ne se réduit pas à un seul ministère. Ce ne doit pas être une réforme de plus, vous en avez connu tellement qui aussitôt votées sont aussitôt remises en cause. Il ne s'agit pas d'une réforme mais d'une refondation, ce qui voudra dire clarification et mobilisation des moyens, des personnels et des structures.

Au terme de cette concertation qui s'achèvera au cours du mois d'octobre, nous engagerons la préparation d'une loi d'orientation sur l'éducation qui sera présentée au Parlement avant la fin de l'année. Elle fixera le cadre dans lequel seront mis en œuvre, sur la durée du quinquennat, les différents chantiers.

Mais pendant que le dialogue, encore pour quelques semaines, se poursuit, des décisions sont prises dès aujourd'hui. Plus de 22 100 postes vont être mis aux concours externes de la session 2013, permettant le remplacement de tous les départs à la retraite. Dans le contexte budgétaire actuel, c'est un choix particulièrement fort, qui repose sur une conviction simple : l'éducation est un investissement nécessaire pour la Nation et pour la génération qui vient.

Nous avons besoin de plus d'enseignants mais aussi d'enseignants mieux préparés à l'exercice de leur métier.

C'est pourquoi sera rétablie la formation initiale autour des futures écoles supérieures du professorat et de l'éducation avec deux principes : la professionnalisation et la progressivité de l'entrée dans le métier. Ainsi le budget 2013 intégrera également les moyens nécessaires pour accompagner la mise en place de cette nouvelle formation.

Je vois comme un encouragement, comme un signe déjà favorable, l'augmentation du nombre d'inscrits aux concours externes de la session 2013. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que le métier d'enseignant attire à nouveau les étudiants.

Pour préparer, faciliter l'entrée dans le métier et la préparation des concours, j'ai décidé qu'une partie des emplois d'avenir serait réservée à l'Éducation nationale. Cela répond à un besoin de justice sociale, en permettant à des jeunes, de milieux souvent modestes, de poursuivre leurs études pour préparer des métiers de l'enseignement et cela correspond aussi à un besoin pour l'Éducation nationale d'avoir des jeunes présents dans les établissements et qui s'organisent pour préparer leurs concours. Dès 2013, ce sont ainsi 6000 emplois d'avenir professeurs qui seront ouverts aux jeunes boursiers, et qui seront utiles dès à présent à l'Éducation nationale pour accompagner les élèves.

La refondation de l'école vaut pour le collège et si je suis venu ici aujourd'hui, c'est également pour envoyer ce message. Le collège, c'est un maillon essentiel de notre système éducatif qui doit travailler à la fois avec les écoles et avec le lycée. C'est la raison pour laquelle je veux que soient renforcés les liens entre l'école primaire et le collège avec une continuité harmonieuse dans la formation. Il est primordial d'éviter des transitions trop brusques pour les élèves, souvent synonymes d'échec scolaire. Trop d'élèves ne savent pas bien lire, bien compter en sortant du primaire et si je suis donc dans ce collège, c'est pour mettre en lumière ce que vous avez été capables de réussir, de lancer comme expérience autour justement de l'accueil des enfants de 6ème et du lien entre école et collège.

Je veux en faire un objectif national. Ce que vous avez fait ici à Trappes, nous devons le faire partout où il est possible d'engager cette politique. L'objectif, c'est que les enfants sortant du primaire accèdent au second degré avec des connaissances suffisantes. Je sais que l'une des grandes difficultés que connaît le collège, c'est la différence de niveau entre les élèves accueillis notamment en 6ème, entre le retard que certains ont pu accumuler et qui paraît irrattrapable et

l'avance que d'autres ont pris. La priorité, c'est de lutter contre l'échec scolaire dès l'école élémentaire. Le choix de faire du primaire une priorité forte en termes de moyens, c'est pour permettre aux autres niveaux ensuite d'en être soulagés. C'est donc tout le reste du cursus scolaire qui sera transformé dès lors que dans le primaire, les conditions de la réussite auront été posées.

Mais je reviens au collège. Le collège unique n'est pas le collège uniforme et il n'interdit pas de proposer des approches pédagogiques différentes, des suivis personnels, des niveaux qui peuvent être différents, dès lors qu'aucun dispositif -- et j'y veillerai -- ne puisse détourner les élèves de l'objectif de maîtrise du socle commun, ou les enfermer dans je ne sais quelle filière dont ils ne pourraient jamais s'échapper.

La réforme, la refondation, ce n'est pas seulement des moyens, il en faut et la refondation c'est aussi l'innovation pédagogique, c'est le travail en équipe, c'est la capacité de dépasser les structures, ce sont les outils technologiques que l'on peut mettre en mouvement comme ici, c'est l'accompagnement des élèves. Donc nous engageons une refondation qui n'est pas simplement une addition mais une démultiplication.

Cette ambition pour l'école, elle s'exprime encore avec plus d'acuité à l'égard des quartiers que l'on dit « difficiles » - et qui sont difficiles - et où il y a davantage à faire pour ceux qui sont le plus loin de l'objectif de réussite que nous avons fixé. L'Education nationale est partie prenante de la politique de la ville, elle ne s'y substitue pas, elle l'accompagne. Une bonne école ne pourra jamais régler les conditions de vie, de transport, les problèmes d'emploi ou de logement. Ne demandons pas à l'école ce qu'elle ne peut pas faire. Une bonne école, elle offre la perspective de la réussite, de la promotion, de la qualification. D'où l'effort que je veux engager pour les quartiers et pour les établissements qui en relèvent.

Une bonne école, elle enseigne des savoirs, des connaissances mais aussi de la dignité, du respect, de la considération, de la réflexion personnelle. Et c'est le sens de ma volonté, que le ministre de l'Education Vincent PEILLON a rappelé de faire que la morale laïque puisse être enseignée de l'élémentaire jusqu'à la terminale, pour transmettre aux enfants les principes et les comportements du vivre ensemble.

Cette ambition pour l'école, elle est l'affaire de tous. D'abord du Président de la République parce qu'il est responsable de la République, de son avenir, de sa cohésion et du Président de la République parce que je me suis engagé personnellement devant les Français pour que l'école soit une grande priorité, que la jeunesse soit le grand enjeu de ce quinquennat, parce que si nous arrivons à donner à la jeunesse toute sa place, nous concourrons à l'objectif de redressement économique, financier, productif de notre pays. C'est la responsabilité du Gouvernement qui s'est pleinement engagé, y compris dans ses choix budgétaires, nous en ferons la démonstration dans les prochains jours. Du Parlement qui aura à se prononcer sur la loi d'orientation, des collectivités locales que je salue parce qu'elles font beaucoup pour les équipements, les bâtiments, l'entretien, et avec des personnels que ces collectivités locales mettent au service des élèves et de la communauté éducative. C'est l'affaire de tous. Des enseignants qui sont les premiers concernés, les premiers mobilisés pour la réussite, mais aussi de tous les autres personnels de l'école, quel que soit leur niveau, de ceux qui assurent l'entretien jusqu'à celui ou celle qui est chef d'établissement. C'est une communauté qui doit être regardée comme telle et mobilisée, en faisant en sorte que chacun puisse être à sa place et en même temps être aussi à l'initiative. Lorsqu'il s'agit de lancer des expériences, nous avons besoin de tous. C'est l'affaire commune parce que les parents doivent être impliqués, que chaque fois que l'on peut mettre des parents aussi en responsabilité, ils le demandent et d'autres qui ne le demandent pas, nous devons aller les chercher et les convaincre. C'est une chance de plus pour les élèves.

L'école, c'est ce qui permet de nous rassembler au-delà de nos différences, de nos sensibilités, de nos générations. C'est ce qui permet de nous dépasser pour une cause qui nous élève, parce que c'est celle des enfants. C'est donc ce message ce matin, ici à Trappes, que je voulais adresser, un message de confiance. Confiance dans les enseignants : la France a besoin d'eux, je sais leur dévouement, leur engagement, leur excellence, et en cette prérentrée, je voulais les

saluer. Je voulais aussi adresser un message de confiance dans l'Education nationale, parce que nous avons besoin d'elle pour atteindre nos objectifs pour notre pays. Et enfin, un message de confiance dans le projet que nous portons ensemble pour la République et pour son école.
Bonne rentrée à tous, c'est d'ailleurs le message que chacun a entendu, tout le monde est rentré.